De Martinique : Lettre ouverte à M. Jean-Marc Ayrault, Premier Ministre de la France

lundi 1er juillet 2013, par CDMT, CFE-CGC-SASM, CSTM, K5F, SMBEF, UGTM, UNSA (Date de rédaction antérieure : 22 juin 2013).

Monsieur le premier ministre,

Dans la Martinique sinistrée où vous arrivez une nouvelle vous a précédé : un des derniers accords que la population avait arraché par ses 38 jours de mobilisation en février-mars 2009 est trahi.

LE RSTA LIQUIDE

L'accord du 14 mars 2009 prévoyait (article 16) *« une commission paritaire »* (syndicats, patrons, collectivités, Etat) pour chercher à *« sauvegarder le principe de l'amélioration du pouvoir d'achat »*.

« Commission paritaire » ? Vous avez décidé tout seul, sans aucune consultation.

« Amélioration du pouvoir d'achat » Vous supprimez le RSTA qui était devenu de fait un élément du salaire.

LA POPULATION EXCLUE

Dans les mêmes circonstances l'Etat avait reconnu l'évidence démocratique de la reconnaissance pleine et entière du fait syndical martiniquais.

Depuis 2008, les gouvernements reconnaissent qu'une loi devrait intervenir pour mettre fin à une discrimination que les uns et les autres disent récuser. En 2009 plusieurs accords en énoncent le principe mais ni votre gouvernement ni votre majorité parlementaire ne lèvent le petit doigt.

Non respect des engagements, non respect des partenaires : serait-ce cela la conception du « dialogue social » dont vous parlez tant ?

En réalité la place que vous laissez aux représentants de la population dans la gestion de ses affaires se révèle purement symbolique : les organisations populaires ont été exclues des dispositifs sensés lutter contre la vie chère pour les plus démunis, la transparence ne règne toujours pas dans la formation des prix exorbitants du carburant, les syndicats et défenseurs de la santé ont été mis devant le fait accompli d'une régression drastique contraire aux promesses du candidat Hollande, de larges couches de la population mobilisées contre l'épandage aérien de pesticides interdit en Europe pèsent moins aux yeux de vos représentants que les intérêts d'un puissant lobby. Cette politique tourne le dos aux intérêts des travailleurs et des plus défavorisés.

ANNOU DOUBOUT POU DWA NOU !

Nous appelons donc les larges masses à se mobiliser pour défendre notre droit à une vie digne :

Contre les salaires de misère : **Maintien du RSTA jusqu'à l'établissement d'un SMIC** prenant en compte la cherté de la vie dans notre pays !

Contre la vie chère : **Retour aux négociations incluant les représentants de la population** (syndicats, associations..) et prenant en compte toute la consommation populaire !

Contre la discrimination : **Reconnaissance pleine et entière du fait syndical martiniquais !**

Contre le chômage, la précarité, l'exclusion : **Mise en place négociée** (avec la participation des représentants de la population) d'un **plan économique et social** avec, d'ores et déjà, l'interdiction des licenciements dans les entreprises qui font du profit, création d'emplois, relèvement de tous les minimas sociaux… !

Contre le risque de catastrophe sanitaire qui nous guette : **Négociation d'un programme de sauvetage de l'hôpital public et de sauvegarde de la santé** donnant toute sa place à la prévention, aux soins de proximité et de qualité !

Contre l'empoisonnement des terres, des rivières, de l'air, de la mer et de la population : **Arrêt immédiat de l'épandage aérien de pesticides et mise en place**, dans la concertation et la transparence, **d'une alternative respectueuse de la santé**, de l'emploi, de l'environnement et de l'alimentation saine de la population !

CDMT CSTM CFE-CGC-SASM SMBEF UNSA UGTM K5F, Fort-de-France *

P.-S.

* Par erreur, cette lettre avait été signée GRS lors de sa mise en ligne initiale. La rédaction d'ESSF présente ses excuses aux lectrices et lecteurs.